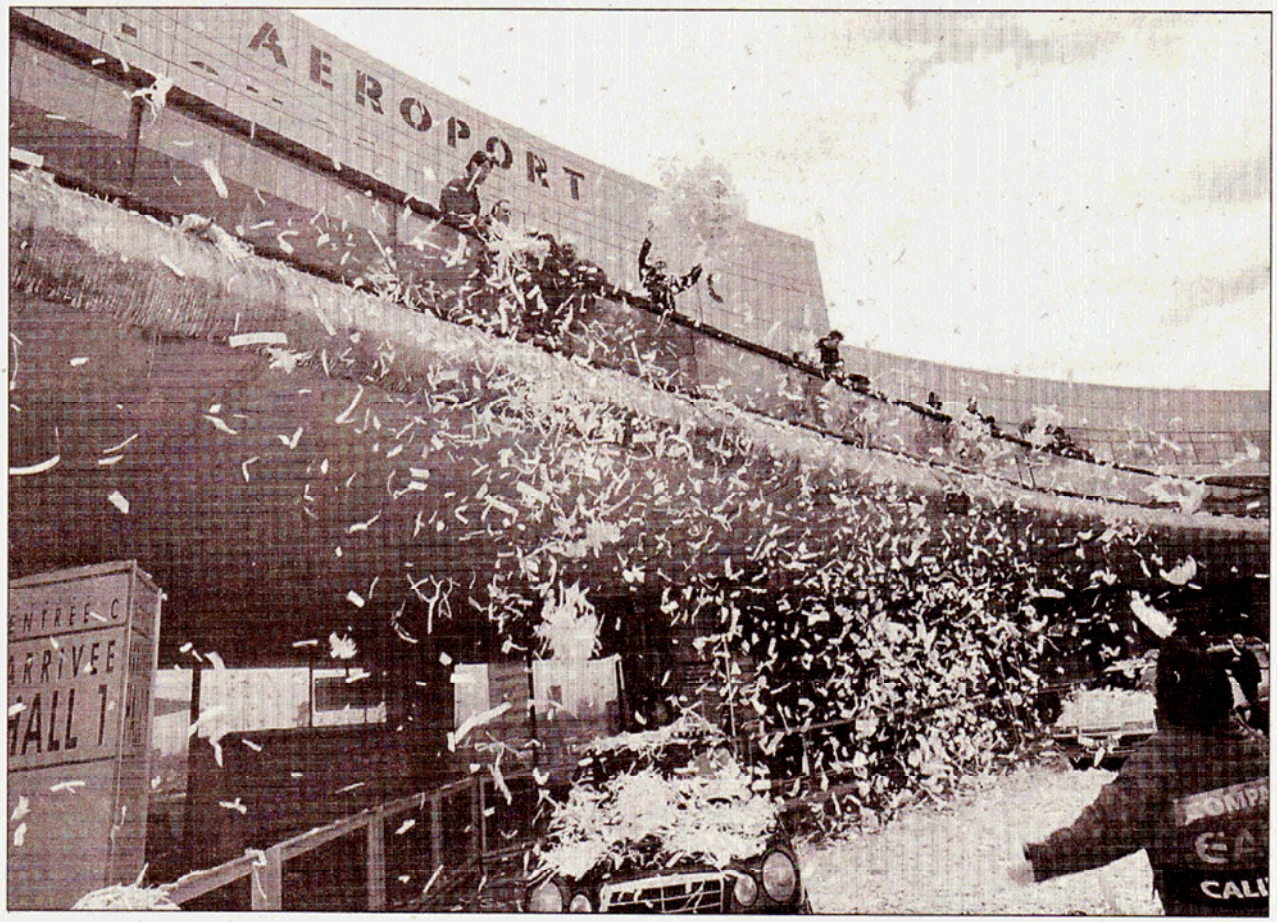
SOCIAL *De plus en plus inquiets, les salariés de la papeterie toulousaine ont manifesté devant l'aéroport*

Job vit des heures décisives



L'envol des papiers de la colère, devant l'aéroport. Photo DDM – Frédéric CHARMEUX

Depuis plusieurs mois, depuis qu'ils entrevoient le spectre de la disparition de leur entreprise, ils rythment les étapes judiciaires par le dépôt de milliers de petits papiers, un peu partout dans l'agglomération.

Vendredi après-midi, une fois de plus, les salariés de Job avaient manifesté devant la préfecture. Hier matin, ils ont recommencé à l'aéroport de Toulouse-Blagnac, là même où des négociations réunissaient leur PDG de Scheufelen, son avocat, et leurs représentants syndicaux.

Une énième tentative de conciliation qui a échoué. Car l'usine a arrêté son activité de production de papier. Le fonctionnement de trois mois, imposé à Scheufelen, s'est interrompu. Et l'entreprise n'a pas, semble-t-il, l'envie de réinjecter des fonds. Même si le tribunal de commerce a décidé qu'une somme de 25 MF, retirée en son temps par Scheufelen, devrait être remise dans le circuit.

Les 168 salariés vont donc se retrouver au chômage technique jusqu'au 5 avril, date butoir donnée par la justice pour trouver un repreneur. Si l'employeur ne le demande pas, l'administrateur judiciaire peut le faire. Si le tribunal de commerce modifie sa mission. Ce qui pourrait être fait mercredi. Reste à financer ce chômage technique. Philippe Moitry, le secrétaire du comité d'entreprise, évalue les besoins entre 7 et 8 MF, entre le paiement des salaires et le maintien de l'outil de travail en l'état.

L'Etat semble favorable au chômage technique, comme l'ont compris les salariés de Job, hier soir, lors d'une réunion à la DDTE (Direction du travail et de l'emploi). Mais le seul dispositif technique, pris en charge par l'Etat, ne représenterait qu'1 MF. Alors, pour maintenir la pression sur les pouvoirs publics, la justice ou les employeurs, les salariés vont renforcer leur pression. « Mettre du papier dans les rues, c'est joli. Mais s'il faut être plus durs, on peut », prévient Philippe Moitry. Chez Job, on n'est pas près de baisser les bras. Même si la date fatidique se rapproche très vite. D'autant que les issues sont très hypothétiques...

J.-F L.-G.

LA DEPECHE DU MIDI